



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 023

Le jeudi 9 juin 2022

Président : M. Kody Blois



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le jeudi 9 juin 2022

• (1625)

[Français]

Le président (M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Je vous souhaite la bienvenue à la 23^e réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Je vais commencer par faire quelques rappels.

La réunion d'aujourd'hui se déroule selon une formule hybride, conformément à l'ordre de la Chambre du 25 novembre 2021. Les délibérations sont diffusées sur le site Web de la Chambre des communes. À titre d'information, la diffusion Web montrera toujours la personne qui parle, plutôt que l'ensemble du Comité.

Bien sûr, les captures d'écran ou la prise de photos de votre écran ne sont pas autorisées.

[Traduction]

Chers collègues, n'oubliez pas de respecter les protocoles sanitaires en vigueur dans la salle.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le lundi 30 mai 2022, le Comité poursuit son étude sur l'insécurité alimentaire mondiale.

Chers collègues, je tiens à souligner que nous avons eu une très bonne première réunion sur ce sujet. Les renseignements que nous avons reçus ont été très utiles et vous avez posé de bonnes questions. Je pense que les renseignements que nous avons reçus étaient très crédibles. Nous avons entendu d'excellents témoins.

Ce ne sera pas différent aujourd'hui. En effet, pour la première heure, je suis très heureux de vous annoncer que nous accueillons Mykola Solskyi, le ministre de la Politique agricole et de l'Alimentation de l'Ukraine.

Monsieur le ministre, je sais qu'en ce moment même, si je consulte ma montre, il est peut-être 23 h 30 en Ukraine, et je vous remercie donc de comparaître devant le Comité à cette heure-ci. Nous vous remercions d'être ici, car votre témoignage est important. Nous sommes à vos côtés. Nous avons entendu l'une de vos collègues parlementaires, Yulia Klymenko, députée du Parlement ukrainien, et nous avons hâte d'entendre votre témoignage. Nous savons que c'est une période difficile.

Vous avez jusqu'à cinq minutes pour faire une déclaration. Je vous accorderai un peu plus de temps au besoin. Nous voulons entendre une déclaration préliminaire de votre part. Nous donnerons ensuite la parole à nos députés, qui ont très hâte de discuter avec vous et de vous poser des questions.

Nous vous remercions encore une fois et nous vous souhaitons la bienvenue.

La dernière chose que je tiens à mentionner, c'est que nous avons la très grande chance, comme je l'ai mentionné à plusieurs reprises, d'accueillir 41 stagiaires ukrainiens sur la Colline dans le cadre du Programme parlementaire Canada-Ukraine. Plusieurs d'entre eux sont dans la salle aujourd'hui. Leur aide nous a été précieuse pour établir la communication avec vous et votre gouvernement.

Je vous remercie beaucoup.

Monsieur le ministre, vous avez la parole.

M. Mykola Solskyi (ministre de la Politique agricole et d'Alimentation d'Ukraine, Verkhovna Rada of Ukraine): *Duzhe dzhakuyu za zaproshennia.*

Chers distingués parlementaires, c'est aujourd'hui le 106^e jour que l'Ukraine résiste héroïquement aux attaques russes.

Pendant ces jours, la guerre qui sévit dans notre pays a déjà fait des milliers de victimes civiles et a éprouvé des millions de personnes avec la destruction d'infrastructures civiles et d'autres infrastructures essentielles, y compris des terres agricoles.

Tout d'abord, je voudrais vous remercier, vous et votre pays, du soutien que vous avez apporté à mon pays pendant cette période difficile et traumatisante. Sans votre aide politique, humanitaire, militaire et financière, il nous serait extrêmement difficile de combattre les forces écrasantes de l'ennemi. Je vous remercie de vos sincères paroles de soutien et de solidarité. Avec l'esprit indomptable du peuple ukrainien et le courage des forces armées de l'Ukraine, votre soutien permettra à l'Ukraine de défendre avec succès son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale.

La guerre a interrompu les exportations de l'Ukraine. En raison du blocus des ports maritimes ukrainiens, plus de 20 millions de tonnes de céréales ne sont pas sur le marché mondial. Le blocus des ports a considérablement réduit nos possibilités d'exportation. En mars, nous avons exporté 200 000 tonnes. En avril, nous avons exporté 1 million de tonnes. En mai, nous avons exporté 1,7 million de tonnes. En comparaison, avant le début de la guerre, les exportations de produits agricoles atteignaient de 5 à 6 millions de tonnes par mois. Dans la situation actuelle, nous pourrions exporter au maximum deux tonnes par mois.

Dans un mois, les récoltes commenceront dans les pays européens et, à notre avis, le port roumain de Constanta fera principalement affaire avec des entreprises européennes, et sa capacité sera chargée de leurs exportations. Cela compliquera encore davantage l'exportation des produits ukrainiens.

Le blocus des exportations ukrainiennes a déjà entraîné une hausse record des prix sur le marché mondial et provoquera certainement une crise alimentaire mondiale. Je tiens à souligner que si les prix des aliments augmentent à l'échelle mondiale, c'est uniquement en raison de l'attaque insensée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, et cela n'a rien à voir avec les sanctions sur les engrais, notamment la potasse. Il s'agit d'une manipulation de la part de la Fédération de Russie et de la République du Bélarus, et rien de plus.

Un autre problème se profile à l'horizon, c'est-à-dire celui de l'entreposage des céréales en Ukraine. En effet, en date du 24 février, la capacité totale d'entreposage était de 75 millions de tonnes de céréales. Actuellement, à cause des destructions et de l'occupation temporaire, notre capacité d'entreposage n'est que de 60 millions de tonnes. Compte tenu du faible taux d'exportation actuel, de la récolte de l'année dernière et de nos prévisions pour les récoltes à venir, le manque de capacité d'entreposage atteindra de 10 à 15 millions de tonnes d'ici octobre. C'est la raison pour laquelle nous avons un besoin urgent de mettre en place une solution d'entreposage temporaire des céréales.

Le moyen le plus efficace de résoudre le problème des exportations est de vaincre l'armée russe sur les territoires ukrainiens. Nous demandons donc une aide continue pour l'armée ukrainienne et un approvisionnement en armes nécessaires à la protection de nos territoires. Nous comprenons qu'on ne peut pas mettre fin à la guerre à court terme, et nous prévoyons donc de remédier aux lacunes en matière d'entreposage avec des installations d'entreposage temporaires, des constructions modulaires et des sacs en plastique. Il est évident que la pénurie d'espace d'entreposage est assez importante, et nous serions donc très reconnaissants au gouvernement du Canada d'envisager la possibilité de nous fournir un tel entreposage temporaire, du moins en partie. Cela contribuerait grandement à préserver les récoltes et à approvisionner les marchés mondiaux.

Enfin, je tiens à insister sur le fait que la seule solution pour que les produits ukrainiens puissent être exportés à nouveau et pour éviter d'aggraver la crise alimentaire mondiale est de vaincre l'armée russe sur le territoire ukrainien et de débloquer complètement les ports ukrainiens et de rétablir la navigation habituelle. Quant aux autres mesures temporaires comme les couloirs humanitaires, vous savez qu'elles posent problème, car en raison de la guerre, les coûts liés à l'expédition, au fret et à l'assurance seront trop élevés tant que la situation demeurera aussi dangereuse.

● (1630)

Seule la fin de la guerre peut garantir un moment de sécurité dans la mer Noire. Par conséquent, je vous demande instamment de ne pas mettre fin aux livraisons d'armes à l'Ukraine et même de les augmenter.

Ne levez pas les sanctions existantes. Imposez de nouvelles sanctions à la Russie, au Bélarus et à tous ceux qui les soutiennent. Continuez à soutenir l'Ukraine et sa position sur la scène internationale.

Je vous remercie beaucoup de votre attention.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Permettez-moi de vous féliciter, monsieur le ministre, de votre maîtrise de votre langue seconde. Je sais que ce n'est pas toujours facile, surtout devant un comité parlementaire.

Nous avons la chance, chers collègues, d'avoir l'interprétation en ukrainien. J'aimerais encore une fois remercier notre greffière d'avoir rendu cela possible. L'interprétation se trouve sur le canal auxiliaire. Le ministre pourra donc entendre, en ukrainien, les questions des députés qui seront posées en anglais ou en français. Bien entendu, il y aura un peu de retard lorsque les interprètes reprendront la traduction en ukrainien. Attendez-vous donc à quelques délais.

Monsieur le ministre, assurez-vous que vous êtes sur le canal de l'interprétation en ukrainien.

Nous entendrons d'abord les conservateurs pour la première série de questions.

Monsieur Barlow, vous avez la parole. Vous avez six minutes.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Je vous remercie, monsieur le président.

Je pense que je parle au nom de tous les membres du Comité lorsque j'affirme que c'est un honneur incroyable, monsieur le ministre, que vous preniez le temps d'être avec nous, compte tenu des circonstances extrêmement stressantes de la guerre à laquelle vous devez faire face. Je pense qu'il est extrêmement important que le Canada soit aux côtés de l'Ukraine, certainement pour la plupart d'entre nous qui représentons l'Ouest canadien.

En effet, notre industrie agricole a littéralement été construite sur le dos des immigrants ukrainiens qui sont venus ici il y a plus de 100 ans et qui ont préparé la terre et bâti notre industrie agricole. Je vous remercie. Nous pensons certainement à vous.

Je vais maintenant vous poser quelques questions.

Nous avons beaucoup parlé d'équipement militaire et de la façon dont nous pouvons vous aider à cet égard. Je ne m'attends certainement pas à ce que nous cessions de le faire. Nous savons à quel point il est important de fournir à l'Ukraine les ressources nécessaires pour l'aider sur le plan militaire.

Vous avez parlé d'entreposage. Y a-t-il certaines choses que nous pouvons faire au Canada pour aider votre secteur agricole, par exemple en ce qui concerne les semences, l'équipement agricole, les machines ou le carburant? À quoi ressemblerait une installation d'entreposage temporaire? Je sais que vos installations d'entreposage sont très différentes des nôtres. En effet, nous entreposons beaucoup sur les exploitations agricoles, alors que vous fonctionnez plutôt avec des centres d'entreposage.

Y a-t-il des mesures que nous pouvons prendre ou des choses que nous pouvons faire pour vous aider à cet égard?

M. Mykola Solskyi: *[Le témoin s'exprime en ukrainien, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:]*

Je vous remercie.

En effet, en Ukraine, nous utilisons des installations permanentes d'entreposage des céréales. Toutefois, depuis un certain temps, les agriculteurs ukrainiens utilisent des installations d'entreposage temporaires, surtout en période de récolte à haut rendement. Ils utilisent donc des sacs en plastique. Nous utilisons également des techniques d'entreposage temporaires similaires à celles utilisées au Canada. Il s'agit de structures rondes temporaires sur lesquelles, sous un film, les céréales sont apposées et des machines spéciales les chargent au sommet de ces structures.

Une autre chose qui serait très importante pour l'Ukraine... Nous avons un grand nombre de personnes déplacées, car plusieurs millions de personnes ont quitté les régions déchirées par la guerre. Nous avons besoin d'emplois pour ces personnes, notamment dans le secteur agricole. Nous pensons notamment à la cueillette des baies et des fruits et aux petits vergers d'une superficie maximale de 25 hectares ou de 60 à 70 acres.

Nous avons approché le gouvernement canadien pour lui demander de l'aide avec des plants d'arbres. Nous avons également eu des réunions avec la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et nous lui avons mentionné cela.

Nos exportations passent par le chemin de fer et les routes vers la Hongrie, la Slovaquie, la Pologne et la Roumanie. Nous avons besoin de laboratoires vétérinaires et phytosanitaires supplémentaires pour accélérer l'exportation. C'est le genre d'aide dont nous aurions également besoin.

Je vous remercie.

• (1635)

M. John Barlow: Je vous remercie.

Vous venez de mentionner les chemins de fer et les autoroutes. J'ai cru comprendre — et j'aimerais que vous me donniez des précisions à ce sujet, monsieur le ministre — que le réseau ferroviaire, et dans de nombreux cas les réseaux ferroviaires de l'ère soviétique, ne sont pas compatibles avec les réseaux ferroviaires de certains des pays avoisinants, comme la Pologne et la Roumanie, ce qui pose un réel problème pour votre chaîne d'approvisionnement, surtout avec le blocus d'Odessa.

Certaines mesures peuvent-elles être prises pour tenter de résoudre ce problème? S'agit-il simplement d'amener les wagons jusqu'à la frontière et de charger ensuite les produits, les céréales ou l'orge dans différents wagons pour poursuivre le transport? Est-ce que cela décrit bien la situation actuelle?

M. Mykola Solskyi: [*Le témoin s'exprime en ukrainien, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Oui, vous avez tout à fait raison. Nous avons un certain type de wagons, et la distance entre les rails est différente dans notre pays de ce qu'elle est chez nos voisins européens, et lorsque nous arrivons à une frontière, nous avons deux options. La première option consiste à charger la cargaison dans des wagons européens. La deuxième option, c'est qu'il existe dans certains pays, par exemple la Roumanie, une procédure spéciale par laquelle on pose sur les cargaisons ukrainiennes des roues qui fonctionnent sur le réseau ferroviaire roumain.

Bien entendu, cela complique la logistique et le processus de transport des marchandises.

Nous n'étions pas prêts pour les événements qui se déroulent actuellement et qui entraînent des retards importants aux frontières. Le processus prend quelques jours. En même temps, nous constatons que l'Union européenne ne dispose pas d'un nombre suffisant de conteneurs de marchandises, car elle n'était pas non plus préparée à cette guerre et à ses conséquences. Les entreprises européennes ne sont pas non plus prêtes à construire rapidement le nombre nécessaire de wagons de marchandises, car les années précédentes, elles n'en avaient pas autant et elles nous disent que si, dans quelques mois, dans six mois ou dans un an, les ports de la

mer Noire rouvrent enfin, elles se retrouveront avec de nombreux wagons de marchandises qu'elles ne pourront pas utiliser et remplir.

Cela crée une situation dans laquelle le nombre de wagons pour le transport des marchandises en Europe n'augmente pas assez rapidement pour que nous puissions les utiliser pour transporter nos céréales.

Nous pouvions autrefois charger un navire Panamax de 70 000 tonnes en une journée, c'est-à-dire en 24 heures, mais il faut désormais beaucoup plus de temps pour utiliser le chemin de fer.

• (1640)

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre. Je suis désolé, mais je dois respecter le temps. Je vous ai accordé un peu plus de temps, car nous voulons vraiment entendre ce que vous avez à dire.

La parole est maintenant à M. Drouin. Il a six minutes.

M. Francis Drouin (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Je vous remercie beaucoup, monsieur le ministre. Je ne peux pas imaginer ce que la communauté agricole et votre peuple vivent en ce moment. J'ai l'honneur de représenter 1 200 personnes d'origine ukrainienne dans ma circonscription, et j'ai aussi l'honneur de travailler avec une Ukrainienne, Iryna, qui fait un stage dans mon bureau.

Je vous remercie d'être ici. Je présume que c'est le soir pour vous.

Vous avez mentionné que vos installations d'entreposage accepteraient habituellement 75 millions de tonnes, mais que votre capacité est maintenant de 60 millions de tonnes. Est-ce directement attribuable au bombardement russe?

M. Francis Drouin: Je vous remercie.

Je crois comprendre que vous disposez habituellement d'une capacité d'entreposage de 75 millions de tonnes, mais qu'elle est maintenant de 60 millions de tonnes. Est-ce directement attribuable au bombardement russe?

M. Mykola Solskyi: [*Le témoin s'exprime en ukrainien, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Oui, c'est une conséquence directe. C'est surtout parce que la Russie occupe l'Est et le Sud de l'Ukraine, où se trouvent plusieurs de nos installations d'entreposage.

La deuxième raison, c'est que les silos ukrainiens n'étaient pas utilisés de façon prolongée, c'est-à-dire que les céréales n'y étaient pas entreposées pendant une longue période. En effet, elles y étaient entreposées pendant une courte période, puis elles étaient ensuite acheminées vers les ports.

Maintenant, nous exportons trois fois moins de céréales que d'habitude, et c'est la raison pour laquelle nos installations d'entreposage sont pleines. Il n'y a aucun roulement. Nous prévoyons qu'à l'automne, nous aurons beaucoup de maïs et nous nous demandons si nos ports seront toujours bloqués à ce moment-là ou s'ils seront partiellement ouverts, mais il y aura moins de navires qu'avant, pour plusieurs raisons.

Il faudra peut-être entreposer de 10 à 15 millions de tonnes de produits récoltés pour pouvoir les exporter plus tard. Et cela en tenant compte du fait que nous avons déjà diminué nos prévisions en matière de production végétale en raison de la guerre.

M. Francis Drouin: Nous avons rencontré des membres de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ce matin, et vous nous avez parlé de l'entreposage. Les représentants de cet organisme nous ont dit qu'ils pourraient organiser un entreposage temporaire pour les céréales assez rapidement, mais seulement pour quatre mois.

Nous avons posé des questions sur la situation des ports maritimes. Nous avons vu des images terribles et bouleversantes du bombardement de terminaux céréaliers dans certains ports maritimes.

La saison des récoltes arrivera en juillet. Pensez-vous que si les Russes sont repoussés, l'infrastructure sera en assez bon état pour pouvoir continuer à exporter des céréales dans les ports maritimes ou êtes-vous toujours en train d'analyser l'état de l'infrastructure?

M. Mykola Solskyi: [*Le témoin s'exprime en ukrainien, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Nous pouvons seulement exprimer ce que nous savons maintenant, aujourd'hui. L'avenir est trop incertain, impossible de le prévoir ou de prévoir le nombre de nouveaux pilonnages, de nouveaux missiles lancés ou les prochaines extractions. Aujourd'hui, les infrastructures agricoles ne sont pas lourdement endommagées. Un seul grand port a été gravement paralysé, mais pas détruit.

Actuellement, 10 %, peut-être, de nos installations portuaires auront besoin de réparations. Des silos élévateurs ont été partiellement détruits, mais ils ne constituent qu'un petit pourcentage de l'ensemble.

Des ponts, également, ont été détruits, des routes sont endommagées. Mais si la guerre devait prendre fin demain, nous rénovierions et remettrions en état nos infrastructures assez rapidement.

Nous ignorons quand la guerre se terminera. Depuis deux mois, les pilonnages ont augmenté. L'ennemi cible de plus en plus d'infrastructures agricoles et de ports, ce qui est nouveau.

Nous croyons que les Russes accordent maintenant plus d'attention aux infrastructures agricoles, conformément aussi avec leur rhétorique internationale, quand nous soulevons la question de la sécurité alimentaire mondiale.

• (1645)

M. Francis Drouin: Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Il ne me reste plus de temps de parole. Au suivant de mes collègues. Merci beaucoup.

[*Français*]

Le président: Je donne maintenant la parole à M. Perron pour six minutes,

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le ministre Solskyi, je vais commencer en vous disant que nous sommes de tout cœur avec vous. Nous vous remercions beaucoup de prendre le temps de nous parler. Je vous assure qu'ici, il n'y a aucune partisanerie quand il est question de l'Ukraine et que nous allons tout faire pour vous aider.

Lors de la dernière séance, nous avons beaucoup parlé avec Mme Klymenko de l'urgence de débloquer les ports, entre autres le port d'Odessa, et de créer une espèce de corridor sécuritaire. Je sais

qu'il y a eu des négociations et des demandes déraisonnables de la part des Russes.

Pouvez-vous faire le point sur la situation? Y a-t-il des discussions? Peut-on y arriver? Y a-t-il aussi des discussions avec l'O-TAN à ce sujet?

[*Traduction*]

M. Mykola Solskyi: [*Le témoin s'exprime en ukrainien, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Des négociations auxquelles participe la Turquie ont lieu entre les Nations unies et la Russie. Il y est question d'ouvrir des ports ukrainiens et de lever le blocus. Nous avons axé nos propositions d'après notre point de vue sur l'évolution de la situation. Nous espérons connaître, la semaine prochaine, certaines réactions sur la suite immédiate des choses ou les prochaines rencontres, mais on ne peut pas aller plus vite que la musique, et personne ne sait quand ça aboutira.

Les actions des Russes diffèrent de leurs paroles. Des ministres russes ont bien déclaré qu'ils ne s'opposaient pas à l'exportation du grain ukrainien et qu'ils ne l'empêcheraient pas, mais, dans le même temps, les ports ukrainiens d'où sont exportés les produits agricoles essuient des attaques de missiles tout comme les ponts par où circulent les produits agricoles, qui sont également pilonnés. Les produits agricoles constituent 90 % des chargements. Les Russes le savent et, pourtant, ils les attaquent à l'aide de missiles et par des pilonnages.

Il faut se le rappeler quand les Russes déclarent qu'ils n'empêcheront pas les exportations agricoles ukrainiennes ni le départ des cargos d'Ukraine. Ce n'est que des paroles en l'air. Tant que les navires russes ne s'éloignent pas des ports ukrainiens, les transporteurs internationaux n'y enverront pas de navires en raison des frais d'assurance entraînés par les circonstances différentes. La situation est très difficile.

Avant la guerre, le trafic portuaire ukrainien sortant était de 200 navires. Actuellement il est peut-être réduit à 10 ou 15 navires par mois, ce qui est anémique. Cette activité symbolique ne mettra pas fin aux pénuries alimentaires du monde et elle ne résoudra pas les problèmes d'exportation de l'Ukraine.

Les actions des Russes contredisent et décrédibilisent leurs bruyantes protestations auxquelles les organisations commerciales mondiales et les gouvernements ne se fieront pas beaucoup. Seules compteront leurs actions sur le terrain.

• (1650)

[*Français*]

M. Yves Perron: Je vous remercie beaucoup.

Qu'en est-il de l'accès aux engrais dans le pays? On sait qu'une portion des terres a été ensemencée. À quelles récoltes vous attendez-vous par rapport à celles des autres années? Je sais que 20 % des terres sont en territoire occupé. Considérant les difficultés d'accès aux engrais, est-ce que le rendement des récoltes sera différent?

[*Traduction*]

M. Mykola Solskyi: [*Le témoin s'exprime en ukrainien, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

L'année dernière, la récolte totale, en Ukraine, a atteint 115 millions de tonnes. Cette année, si la météo est favorable, en plus de la guerre, elle devrait être de 60 millions de tonnes. Il faudra en exporter environ 35, au moins. Même si la récolte diminue, les tonnages exportés restent très élevés.

Quant aux engrais, certaines exploitations agricoles en avaient en stock. La guerre a commencé le 24 février, immédiatement avant le début des semailles en Ukraine. Les stocks de nitrates et d'autres engrais ont été employés. Il est difficile de prévoir ce qui arrivera l'année prochaine. Le prix des engrais est très élevé, mais nous croyons que l'Ukraine pourra se fournir auprès d'autres marchés, par l'entremise de l'Europe occidentale.

[Français]

Le président: Merci, monsieur le ministre et monsieur Perron.

Monsieur MacGregor, vous avez la parole pour six minutes.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le ministre, tout comme mes collègues ici présents, je vous remercie de nous accorder de votre temps et, avec eux, je vous prie de croire en notre solidarité avec vous, votre peuple et votre pays.

Ce matin, j'ai eu la chance de parler à l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, la FAO, auprès de qui je me suis informé de ce qui arrivait au territoire ukrainien occupé par la Russie. Il paraîtrait que les Russes ont détourné à leur propre profit du grain ukrainien.

Que peuvent faire des pays comme le Canada et le reste de la communauté internationale pour surveiller de près ce grain volé et obliger la Russie à rendre des comptes sur lui, mais également tous les pays qui pourraient sciemment en acheter? Que savez-vous à ce sujet?

M. Mykola Solskyi: [*Le témoin s'exprime en ukrainien, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Merci. Il s'agit de blé. Dans ces régions, nous en avons de grands entrepôts. Nous constatons que les Russes en ont déjà expédié 500 000 à 600 000 tonnes à l'étranger, à partir du port ukrainien de Sébastopol. Tous les bateaux chargés de ce grain qui en partent transportent du blé ukrainien, le seul qu'on y trouve. Il est difficile à vendre. Nous sommes intervenus et avons pu détourner ces bateaux de leur destination initiale, l'Égypte.

Ils ont changé de route et se sont dirigés vers la Syrie où nous n'avons pas d'alliés. Ils y sont arrivés. Dernièrement, nous avons observé que ce grain retournait en Russie. Là-bas, on le mélange à du grain russe et on prétend qu'il est russe, qu'il a été récolté en Russie. Aucune interdiction n'a été décrétée pour l'exportation de grain russe. Soyons réalistes, ce serait difficile dans cette situation, vu les prix et les besoins en Afrique du Nord et en Asie. Nous essayons de suivre la piste de ce grain volé, mais, dans chaque cas, il faut une enquête distincte. On ne peut jamais être tout à fait sûr qu'il soit entièrement russe ou un mélange avec du grain ukrainien. Les documents ont été falsifiés.

Nous avons recueilli des preuves et entamé des pourparlers avec les ministres de l'agriculture des pays du G7. Nous leur avons parlé il y a quatre semaines, à Stuttgart. Nous réclamerons des sanctions contre les propriétaires de navires contre qui nous aurons des

preuves et contre les acheteurs qui revendent ensuite ce grain, pour décourager ceux qui seraient tentés de les imiter et pour compliquer la tâche à la Russie.

• (1655)

M. Alistair MacGregor: Merci, monsieur le ministre.

Qu'en est-il des agriculteurs ukrainiens qui se trouvent en territoire occupé, au beau milieu de soldats russes? Qu'est-ce que votre gouvernement a appris sur leur sort peu enviable? Qu'avez-vous appris à leur sujet et à celui de leurs exploitations? Comment vont-ils et ainsi de suite?

M. Mykola Solskyi: [*Le témoin s'exprime en ukrainien, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Ils sont visiblement dans une situation très difficile. Dans ces territoires occupés, ils font face à d'importants problèmes.

Les forces d'occupation leur imposent les lois russes et d'enregistrer leur entreprise comme entreprise russe sous peine de confiscation de leur grain. La Russie confisquera leur entreprise si elle constate qu'ils ne suivent pas la loi. Dans les régions occupées de Kherson et de Zaporijjia, ils ne se plient pas aux exigences russes et essaient de survivre. Ils passent plus de temps dans les champs. Ils se cachent des Russes. Ils font partir les membres de leur famille. Ils se cachent des forces d'occupation et se dérobent à toute communication avec elle.

Les forces d'occupation, malgré leur cruauté absolue, essaient de doré leur image pour calmer la population locale, l'amener à inscrire les entreprises comme russes, puis montrer, à la télévision, que la paix est totalement revenue et que les agriculteurs sont heureux. Mais nous voyons que ça ne marche pas. Même la télévision russe ne convainc pas son public.

Jour après jour les agriculteurs trouvent de nouveaux prétextes pour s'enfuir ou éviter les forces d'occupation.

• (1700)

[Français]

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre et monsieur MacGregor.

M. Lehoux a la parole pour cinq minutes.

M. Richard Lehoux (Beauce, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie beaucoup, monsieur le ministre, d'être avec nous cet après-midi. Comme mes confrères l'ont dit, nous sommes de tout cœur avec vous.

On sait que, parmi les denrées entreposées, le blé est la matière la plus importante, et sa durée de conservation est limitée. Si vous ne réussissez pas à construire les entrepôts de stockage temporaire, que va-t-il arriver? Il y a quand même une durée de conservation maximale pour le blé.

[Traduction]

M. Mykola Solskyi: [Le témoin s'exprime en ukrainien, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:]

Parfois, la situation devient critique. Si nous conservons ce grain même dans des entrepôts temporaires, il faut comprendre que, selon le type de grain, nous n'en avons que pour un an, deux au maximum. Nous espérons employer ce temps à améliorer le travail dans les ports et à obtenir un meilleur service de transport vers l'Europe. Il nous faudra plusieurs mois à cette fin.

Si nous manquons d'entrepôts, ce sera évidemment un problème, notamment pour le maïs, qu'on peut conserver longtemps, mais nous pouvons encore éprouver un problème l'année prochaine si nous ne parvenons pas à préserver la récolte de cette année. Une grande partie sera laissée à pourrir dans les champs.

[Français]

M. Richard Lehoux: Merci, monsieur le ministre.

Vous avez mentionné tout à l'heure que la Russie cible beaucoup plus les installations agricoles, actuellement. Il s'agit entre autres de tout ce qui touche les infrastructures portuaires, mais aussi des réseaux routiers et des réseaux ferroviaires. Si cela continue ainsi, il va y avoir des dommages importants et il sera plus difficile de faire de la reconstruction dans des délais plus courts.

Quelle incidence cela aura-t-il sur l'approvisionnement mondial en grains? On laisse entendre qu'il pourrait y avoir une famine. Comment percevez-vous la situation en Ukraine?

[Traduction]

M. Mykola Solskyi: [Le témoin s'exprime en ukrainien, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:]

Il y a un mois, nous avons rappelé à un porte-parole de la FAO que la question du blé ukrainien recouvrait trois récoltes en même temps, parce que, d'abord, nous sommes dans l'impossibilité d'exporter la récolte de l'année dernière. Et d'un.

Nous ignorons comment nous ferons la récolte cette année et comment nous l'exporterons. De plus, la moitié du blé d'hiver se trouve en territoires occupés. Et de deux.

La troisième, qui survient en août, correspond aux semences du blé d'hiver pour l'année suivante. Voici ce que nous voyons. Les agriculteurs devront diminuer leur quantité ensemencée de blé d'hiver ou ils sèmeront plus de colza, qui trouve plus de débouchés. Cette culture donne moins de tonnes à l'hectare, et le produit est plus facile à transporter.

Il ne serait pas étonnant que, si la situation ne s'améliore pas dans les ports, le blé, dans les pays arabes, atteigne 600 ou 700 \$ la tonne, ce qui est susceptible de causer de gros problèmes. C'est très cher pour le blé. Ces pays n'ont pas de budget pour le blé. L'Égypte et d'autres pays ne s'en font pas encore pour la guerre. Ils espèrent que, dans deux ou trois mois, la situation changera. Peut-être qu'un accord sera conclu et que ces pays pourront vivre sur les stocks actuels, mais, malheureusement, ça n'arrivera pas. Leurs espoirs, je le crains bien, seront anéantis.

En juillet et en août, l'émotion, dans les pays arabes, asiatiques et africains, atteindra son comble, parce que l'offre de grain, de blé, sera très faible, et le ministère de l'agriculture des États-Unis devra corriger la situation.

• (1705)

[Français]

Le président: Je vous remercie, monsieur Lehoux et monsieur le ministre.

Mme Taylor Roy a maintenant la parole pour cinq minutes.

[Traduction]

Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci, monsieur le ministre, d'être avec nous. Nous vous savons terriblement occupé, et je vous sais gré de nous accorder de votre temps à cette heure tardive. Malgré plusieurs questions précises que je vous destinai, je voulais profiter de votre présence pour...

M. Mykola Solskyi: Je suis désolé, mais puis-je avoir un inter-prète?

Le président: Madame Taylor Roy, j'arrête le chronomètre. Nous allons régler ce problème. Notre greffière s'en occupera.

M. Mykola Solskyi: [Le témoin s'exprime en ukrainien.]

Veuillez poursuivre.

Mme Leah Taylor Roy: Est-ce que ça marche, monsieur le président?

Le président: Oui. C'est reparti. Vous avez donc la parole.

Mme Leah Taylor Roy: Merci.

Comme tous mes collègues l'ont dit, nous sommes tout à fait solidaires avec vous.

Je veux vous donner l'occasion, vu que nous sommes ici pour vous écouter afin d'apprendre à mieux appuyer l'agriculture ukrainienne et les agriculteurs ukrainiens, de notre côté et de concert avec vos autres alliés. Je tiens à vous donner l'occasion de nous dire ce que vous considérez comme important que nous sachions sur la façon de vous aider et sur les problèmes les plus urgents à la solution desquels nous pouvons contribuer.

M. Mykola Solskyi: [Le témoin s'exprime en ukrainien et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:]

Merci.

Ma réponse vous semblera peut-être vague, mais la solution la plus efficace pour régler la situation du secteur agricole ukrainien, c'est de mettre fin à cette guerre. Nous voyons bien que la Russie ne veut pas le faire, et nous sommes obligés de combattre pour la terminer et nous sommes prêts à le faire.

Pour que les agriculteurs ukrainiens poursuivent leur travail afin que les navires entrent dans les ports et pour stabiliser le prix des denrées, nous avons besoin de stabilité et de certitude face à l'avenir, ce qui est impossible sans la paix.

Voilà pourquoi je ne vous parle pas de tracteurs. J'en appelle à votre bonne volonté pour faire tout votre possible pour contribuer à mettre fin à cette guerre.

Notre agriculture a bien sûr besoin d'entrepôts, un besoin que nous savons critique et qui le restera. Nous savons que le Canada est l'un des chefs de file du secteur agricole et des techniques agricoles. En fait, une partie de l'agriculture ukrainienne ressemble beaucoup au secteur agricole des États-Unis et du Canada, par ce qu'elle cultive, par la similitude de la taille des exploitations et des technologies utilisées. Les agriculteurs ukrainiens ont appris à employer ces technologies.

Les entrepôts sont indispensables, d'autant plus que nous ne pouvons plus exporter le grain. Après les armes, ce serait la chose la plus importante.

• (1710)

Le président: Madame Taylor Roy, votre micro est désactivé, et il reste environ 45 secondes, peut-être même un peu plus d'une minute.

Nous pourrions peut-être poser une petite question au ministre et obtenir de lui une courte réponse, pour essayer de bien employer notre temps.

Merci.

Mme Leah Taylor Roy: Merci.

Je vous remercie. Nous comprenons que le plus important est de mettre fin à la guerre et d'assurer l'avenir de l'Ukraine, à la fois pour l'Ukraine et pour nous tous.

Vous avez également mentionné les personnes déplacées et la nécessité d'essayer de les aider à trouver de l'emploi. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

M. Mykola Solskyi: *[Le témoin s'exprime en ukrainien et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:]*

Oui, bien sûr.

Le secteur agricole ukrainien compte très peu de travailleurs, si l'on considère le nombre de travailleurs agricoles par rapport à la superficie des terres agricoles. Il n'y a pas assez de personnes qui travaillent dans l'agriculture, principalement parce que les producteurs cultivent du maïs, du colza pour l'huile et du tournesol.

Après la dissolution de l'ancienne Union soviétique, on a opté pour les produits les plus faciles à cultiver, de sorte que certains domaines de l'agriculture sont actuellement sous-développés. Je crois que nous pourrions nous concentrer là-dessus et ainsi employer beaucoup plus de gens. L'agriculture s'est développée, mais le rythme est très lent. Nous aimerions donc qu'elle s'intensifie, car je pense que beaucoup de gens voudraient travailler dans ce domaine. Il y a beaucoup de terres agricoles pour ce type de production agricole, et c'est l'un des moyens les plus rapides et les moins coûteux de créer de nouveaux emplois en comparaison avec d'autres types de production agricole.

Bien sûr, nous avons aussi besoin de nouvelles technologies agricoles. Le Canada est un chef de file dans certains domaines, par exemple en ce qui concerne les vergers, leur culture et leur expansion. Nous possédons des terres agricoles semblables à celles du Canada et nous pourrions donc, nous l'espérons, profiter de votre expérience. En fait, nous achetons déjà du matériel de réception des grains auprès du Canada. Nous pensons donc transmettre au gouvernement canadien nos idées et nos propositions quant au type d'aide que le Canada pourrait nous apporter pour que nous puissions employer plus de gens dans le secteur agricole en Ukraine.

Nous espérons ainsi réduire le nombre de personnes qui quittent l'Ukraine pour l'étranger.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Merci, madame Taylor Roy.

Nous passons maintenant aux questions du Bloc québécois et du NPD. Les intervenants ont des périodes plus courtes, de deux minutes et demie. Je vous recommande donc, messieurs Perron et MacGregor, de poser des questions relativement courtes. Je vais essayer de faire respecter les deux minutes et demie. Nous avons montré un peu de flexibilité, mais veuillez être attentifs à cela.

C'est à vous.

[Français]

M. Yves Perron: Monsieur le ministre, j'aimerais parler de nouveau des capacités d'exportation.

Selon ce que vous avez mentionné tantôt, vous allez être en mesure d'exporter 30 millions de tonnes de vos 60 millions de tonnes, mais vous craignez une pénurie de grains dans les pays qui reçoivent habituellement vos grains. Pouvez-vous me donner des clarifications à cet égard?

Craignez-vous des difficultés d'approvisionnement alimentaire dans les différents secteurs de l'Ukraine ou dans les secteurs occupés de l'Ukraine? Avez-vous, au contraire, peu d'inquiétudes à ce sujet puisque vous êtes un exportateur?

• (1715)

[Traduction]

M. Mykola Solskyi: *[Le témoin s'exprime en ukrainien et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:]*

Si vous parlez de l'accès aux aliments de base, tout va bien. Ils ont suffisamment de céréales en réserve depuis la récolte de l'année dernière, quand le territoire nous appartenait encore et n'était pas occupé.

L'ensemencement a été fait l'année dernière, donc ils pourront faire la récolte cette année. Ils ont également suffisamment de fournitures de base. Évidemment, les Russes vont aussi essayer de faire du commerce et des échanges, parce qu'ils sont les occupants et qu'ils vont essayer de s'attirer les faveurs de la population locale. C'est évident.

C'est difficile pour eux, car ils espéraient être bien accueillis par les populations locales, mais la réalité à laquelle ils font face est que tout le monde s'oppose vivement à l'occupation. Nous savons que la situation sera difficile, mais nous ne nous attendons pas à ce que les gens souffrent de la faim ou de la famine. Nous ne prévoyons rien de tout cela.

Certains fruits et légumes feront défaut, mais la situation ne sera pas critique si nous parlons d'une période limitée.

[Français]

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre et monsieur Perron.

[Traduction]

Monsieur MacGregor, si vous pouviez être bref, je vous en saurais gré.

Merci.

M. Alistair MacGregor: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, très rapidement, nous savons que l'Ukraine est un grenier à blé pour la région et pour de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. Vous avez dit que les gens auront bientôt des émotions fortes à cause des prix des denrées alimentaires et de l'absence de produits provenant d'Ukraine.

Avez-vous une idée des dommages causés à la réputation de la Russie dans cette région? Depuis des décennies, la Russie essaie d'établir des relations avec bon nombre de ces pays. Est-ce que ces pays comprennent maintenant le tort que la Russie cause à leur stabilité et à leur sécurité futures, d'autant plus qu'ils font face à une hausse des prix des aliments et à des pénuries?

M. Mykola Solskyi: [*Le témoin s'exprime en ukrainien et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Je peux seulement vous donner mon opinion. Il est évident que, maintenant, chaque pays, chaque personne dans le monde, même si elle vit très loin de notre région, paie pour cette guerre, car les aliments sont plus chers. Je pense que, depuis peu, les pays africains et tous les pays des autres régions du monde commencent à comprendre. Même en Égypte, leur tourisme, qui est historiquement... Ils ont toujours eu des relations plutôt prudentes avec la Russie à cause des incidences sur le tourisme, mais même cela ne les empêchera pas de voir qu'ils paient maintenant un prix trop élevé pour ne pas dénoncer la guerre.

Ce que nous observons depuis quelques semaines, c'est que la Russie commence aussi à comprendre cela. C'est pourquoi un dirigeant de l'Union africaine s'est récemment rendu en Russie pour y tenir des négociations. Poutine a déclaré que la Russie ne s'opposait pas aux exportations de céréales de l'Ukraine et qu'elle n'entravait rien.

Je pense qu'il prépare le terrain pour de futures déclarations dans lesquelles il dira qu'il n'est pas responsable de la crise, mais que ce sont les Ukrainiens et leurs partenaires occidentaux qui ne sont pas capables d'organiser les exportations ou qui ne veulent pas organiser les exportations de céréales. Je pense que c'est ce que les Russes préparent. Ils sont en train de jeter les bases de futures accusations contre l'Ukraine. Officiellement, il a déclaré que la Russie n'empêchait pas les exportations: « S'il vous plaît, allez-y, exportez. » Mais comment voulez-vous exporter si des sous-marins et des navires de guerre vous en empêchent, ou s'il y a des combats tous les jours?

• (1720)

Le président: Merci, monsieur le ministre. Je suis désolé. Je ne veux pas vous interrompre, mais nous voulons passer à une dernière série de questions. Elle devrait normalement durer cinq minutes, mais nous n'avons pas ce temps.

Monsieur Epp, je vais vous demander de poser une question concise, puis je donnerai la parole à M. Louis, pour une question concise également. Après cela, malheureusement, nous aurons épuisé notre temps.

Monsieur Epp, c'est à vous.

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Merci, monsieur le ministre, de vous joindre à nous en ces temps difficiles.

J'ai déjà dit à ce groupe que la situation me touche personnellement, car mes quatre grands-parents sont nés dans le sud de l'Ukraine. Le Canada et l'Ukraine sont des greniers à blé, mais j'ai visité trois fois les régions du sud de l'Ukraine, notamment Zaporijjya,

Kherson et Melitopol, où se trouvent mes racines. On y cultive des légumes et des fruits, et vous en avez parlé. Pouvez-vous nous parler des conséquences de la crise sur la production de légumes pour votre propre population, pour l'Ukraine? Je sais qu'une partie de la production a été exportée et transformée. Je connais la société Chumak pour son ketchup.

Pouvez-vous nous en dire plus sur la situation relative aux fruits et légumes?

M. Mykola Solskyi: [*Le témoin s'exprime en ukrainien et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Oui. Je vois en effet que vous connaissez cette région particulière de l'Ukraine, et oui, la production agricole y est très répandue. Cette région est maintenant occupée, et à cause de cela, nous constatons un manque de légumes et de fruits hâtifs. Pour la saison en cours et la prochaine, les agriculteurs de cette région d'Ukraine ne veulent pas cultiver de fruits et de légumes, car cela nécessite des investissements plus importants que pour le soja ou le maïs. Par conséquent, je pense qu'ils ne vont pas se concentrer sur les fruits et légumes.

Deuxièmement, ces régions ont besoin d'irrigation, d'arrosage, et elles disposent de canaux spéciaux qui amènent aux champs l'eau du fleuve Dniepr. D'après ce que nous comprenons, les Russes utilisent comme ligne ou structure de défense une partie de ces canaux, de ces voies d'eau. C'est donc très difficile et, bien sûr, cela entrave le travail agricole. Il y a l'occupation, le manque d'eau et la guerre, constante.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre, et merci à M. Epp.

Nous revenons à M. Lewis pour une seule question.

M. Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur le ministre Solskyi. Je vous suis reconnaissant du temps que vous nous consacrez et de votre dévouement.

Nous avons évoqué ici et ailleurs les effets dévastateurs de la guerre sur tout le monde, y compris sur les agriculteurs. Nous avons entendu dire que les agriculteurs manquent de diesel. Certains ont peur de labourer leurs champs, qui pourraient être minés. Ceux qui ne combattent pas au front vivent leurs propres difficultés à la ferme.

Pour résumer certaines des choses que nous avons entendues, il y a le manque de fournitures, le prix des fournitures existantes, le manque de main-d'œuvre, la diminution du cheptel et des champs cultivés, ainsi que les problèmes de capacité d'entreposage. Le directeur général adjoint de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture nous a dit qu'en Ukraine, les petits agriculteurs produisent une quantité impressionnante de nourriture. Ce sont les petits producteurs de votre pays.

Ici, au Canada, nous représentons les agriculteurs de nos circonscriptions. Nous discutons avec vous, qui représentez les agriculteurs de toute l'Ukraine. J'ai donc pensé qu'il serait approprié de terminer en vous demandant de brosser un tableau pour nous tous. Expliquez-nous les défis que doit relever le petit exploitant agricole typique de l'Ukraine et sa détermination à continuer de nourrir les Ukrainiens et, en fait, de nourrir le monde malgré ces défis.

Autrement dit, je veux vous donner l'occasion de nous faire part de la fierté que vous inspirent les agriculteurs ukrainiens.

Je vous remercie.

M. Mykola Solskyi: [*Le témoin s'exprime en ukrainien et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

En effet, nous sommes très fiers de nos agriculteurs ukrainiens. Ils n'ont pas abandonné. Ils travaillent dur tous les jours. Soixante-quinze pour cent des terres ont été labourées et sont cultivées. Nous voyons qu'ils travaillent parfois à quelques centaines de mètres seulement des zones bombardées.

Les petites exploitations font moins de 100 hectares. Selon les normes européennes, ce sont de grandes exploitations, mais selon les normes ukrainiennes, ce sont de petites exploitations.

Nous avons reçu une promesse d'aide de la part de l'Union européenne. Il y aura une indemnisation par hectare, car nos agriculteurs travaillent dans des conditions plus difficiles que d'autres. Ils ont moins accès aux prêts des banques, entre autres. Ces agriculteurs recevront une aide en août et septembre de la part de l'Union européenne.

• (1725)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Louis.

Merci, monsieur le ministre.

C'est tout pour notre première discussion.

Monsieur le ministre, permettez-moi de vous dire du fond du cœur une chose que vous avez déjà entendue, en mon nom, et au nom de tous mes collègues, qu'ils soient présents ou non, et c'est que nous sommes à vos côtés. Merci beaucoup d'avoir pris le temps de vous joindre à nous pour apporter ce témoignage important. Nous nous engageons envers vous à formuler, dans le sillage de notre étude, des recommandations à l'intention de notre gouvernement sur la meilleure façon d'aider l'Ukraine.

Vous avez dit dans votre témoignage que vous allez effectivement travailler avec notre honorable ministre, Marie-Claude Bibeau. Nous serons ravis de lui apporter notre soutien, ainsi qu'au gouvernement, afin de trouver la meilleure façon de vous aider, vous et votre peuple. Comme vous l'avez mentionné, nous sommes très fiers de vos héros et courageux agriculteurs.

Nous allons nous arrêter là. Passez une excellente soirée. Merci infiniment.

[*Applaudissements*]

M. Mykola Solskyi: [*Le témoin s'exprime en ukrainien et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Merci, monsieur le président. Je remercie les membres du Comité ainsi que tout le peuple canadien.

Le président: Chers collègues, n'allez pas trop loin. Nous avons déjà en ligne les représentants d'Affaires mondiales Canada. Normalement, je vous dis d'attendre deux ou trois minutes, mais cette fois, ce sera environ 30 secondes, alors restez où vous êtes.

Si vous voulez vous verser rapidement un café, faites-le maintenant, mais nous n'allons suspendre la séance que pour 90 secondes et nous allons reprendre.

• (1725)

(Pause)

• (1730)

Le président: Chers collègues, merci beaucoup. Comme je l'ai dit, nous reprenons très rapidement.

Pour notre deuxième heure, nous accueillons, du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, Peter MacDougall, sous-ministre adjoint, Enjeux mondiaux et développement.

Bienvenue, monsieur MacDougall. Merci d'être parmi nous. Nous nous excusons sincèrement pour le retard. C'est parfois la nature de la procédure à la Chambre des communes, mais nous vous remercions d'avoir accepté de rester.

Nous accueillons également Tara Denham, directrice générale de l'Équipe d'action stratégique pour l'Ukraine.

Vous avez un maximum de cinq minutes pour votre déclaration liminaire, puis nous passerons aux questions.

Bien sûr, nous venons tout juste d'entendre le ministre Solskyi, qui nous a livré un témoignage percutant. Nous savons que vous allez suivre de près toute cette question. Je vous laisse présenter votre déclaration liminaire, puis nous passerons aux questions.

Monsieur MacDougall, c'est à vous.

M. Peter MacDougall (sous-ministre adjoint, Enjeux Mondiaux et du Développement, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Merci beaucoup, monsieur le président.

[*Français*]

Votre étude sur l'insécurité alimentaire mondiale tombe à un moment opportun, car le monde est vraiment plongé dans une grave crise alimentaire.

Après des décennies de déclin constant, la tendance concernant le problème de la faim dans le monde s'est inversée depuis 2015, principalement en raison des changements climatiques, des conflits, de la pandémie de la COVID-19 et des ralentissements économiques.

En 2020, avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'insécurité alimentaire avait déjà atteint des niveaux records. On estime que 800 millions de personnes ont faim. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a énormément aggravé la situation et s'avère être le plus grand choc pour le système alimentaire mondial depuis la crise alimentaire de 2008-2009. Selon la Banque mondiale, 40 millions de personnes supplémentaires dans le monde risquent de souffrir de la faim en raison de cette invasion.

Le ministre ukrainien a mentionné l'importance des engrais, qui constituent également une question cruciale. Les exportations de la Russie comptent pour 14 % des exportations mondiales d'engrais, et 25 pays sont fortement dépendants des engrais provenant de la Russie et du Bélarus. Cette situation, combinée à la hausse du prix des carburants, a entraîné une inflation considérable du prix des engrais. Entre avril 2020 et mars 2022, les prix des engrais à l'échelle mondiale ont augmenté de 220 %, ce qui représente leur plus forte augmentation sur deux ans depuis 2008.

Selon un avertissement de la Banque africaine de développement, la production alimentaire du continent pourrait baisser de 20 %, parce que les agriculteurs africains doivent payer 300 % plus cher les engrais qu'ils importent.

[Traduction]

Ensemble, la Russie et l'Ukraine sont responsables d'environ 15 % des exportations mondiales de céréales. Des pays sont confrontés à un risque immédiat en raison des perturbations qui ont suivi l'invasion, et un bon nombre d'entre eux se trouvent déjà dans une situation critique, entre autres le Yémen, la Mauritanie et Madagascar.

Cependant, outre la perturbation des approvisionnements, l'invasion russe de l'Ukraine a des répercussions majeures sur le prix des aliments. L'inflation des prix des aliments est désormais la principale préoccupation, car ces prix ont atteint des sommets historiques et dépassent les prix de toutes les crises alimentaires antérieures remontant aux années 1970. En mars, les prix des aliments dans le monde ont atteint un sommet jamais égalé. Ils étaient 30 % plus élevés qu'en janvier et plus de 60 % plus élevés qu'avant le début de la pandémie.

La Banque mondiale estime que pour chaque point de pourcentage d'augmentation des prix des denrées alimentaires, il s'ajoute 10 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde. L'insécurité alimentaire et la malnutrition atteignent des niveaux intolérables dans des régions et des pays tels que le Sahel, le Yémen, le Soudan et Haïti.

La hausse des prix des aliments pourrait également déclencher une nouvelle vague d'instabilité politique. Le ministre a souligné que les récents troubles et manifestations au Sri Lanka, au Pakistan, en Tunisie, au Soudan, en Irak et au Pérou sont liés en partie à l'aggravation de la crise alimentaire.

La Russie porte une responsabilité particulière dans la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Elle s'est attaquée à l'un des greniers du monde et elle anéantit la capacité de l'Ukraine de fournir au monde des produits agricoles essentiels tels que le blé, l'huile de tournesol, les graines de tournesol et l'orge. Avant la guerre, l'Ukraine exportait 95 % de ses céréales en les acheminant par la mer Noire. La Russie bloque les ports ukrainiens et empêche ainsi l'exportation de céréales et d'autres marchandises, en plus de bombarder les lignes ferroviaires utilisées pour atteindre les ports de remplacement en Roumanie et ailleurs.

La Russie restreint aussi l'accès à ses propres produits agricoles et engrais. L'invasion russe a mis en évidence la nécessité de veiller à ce que le Canada et les autres donateurs ne se contentent pas de fournir une aide humanitaire à court terme pour répondre à cette crise. Nous devons également intensifier nos efforts pour rendre les systèmes alimentaires plus résilients face aux changements climatiques, aux conflits et autres bouleversements.

En 2021, le soutien du Canada à l'agriculture et aux systèmes alimentaires durables a atteint son plus haut niveau en plusieurs décennies. Cette augmentation est attribuable à des investissements à grande échelle dans l'agriculture et les systèmes alimentaires par l'intermédiaire de notre programme de financement de la lutte contre les changements climatiques, en collaboration avec des organisations telles que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, et le Fonds international de développement agricole, ou FIDA.

• (1735)

La crise actuelle place la sécurité alimentaire au premier plan des discussions internationales. Nous nous concertons au sein du G7 et d'autres forums multilatéraux pour assurer une réponse cohérente et coordonnée avec d'autres partenaires.

Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup, monsieur MacDougall.

Je n'ai pas d'autres intervenants.

Madame Denham, je pense que vous êtes ici pour répondre aux questions. Je vous remercie. Je vous vois hocher la tête.

Je vais donc passer directement aux questions.

Nous allons commencer par le Parti conservateur.

Monsieur Falk, c'est à vous. Vous disposez de six minutes.

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie les fonctionnaires de bien vouloir prolonger leur journée pour nous et de nous fournir ce témoignage utile.

Au début de la semaine, une députée ukrainienne, Yulia Klymenko, nous a dit croire qu'il existe un plan qui vise à créer cette pénurie alimentaire et cette crise, provoquant ainsi une migration massive des pays d'Afrique du Nord, des pays asiatiques et des pays arabes vers la zone européenne, le but étant de déstabiliser politiquement cette zone en submergeant son système social. Vous semblez laisser entendre que vous adhérez peut-être à cette idée, monsieur MacDougall. Est-ce exact?

M. Peter MacDougall: Je pense que je suis d'accord pour dire que l'une des conséquences possibles du conflit, du blocage des ports ukrainiens et des actions de la Russie, qui limitent les exportations d'engrais et de céréales, c'est qu'il peut y avoir des effets déstabilisateurs dans toutes les parties du monde, en particulier, comme le ministre l'a mentionné, dans un certain nombre d'États africains et arabes, qui dépendent fortement des céréales provenant de la Russie et de l'Ukraine.

M. Ted Falk: D'accord.

Mme Denham est peut-être mieux placée pour répondre à ma prochaine question. Nous parlons beaucoup de l'Ukraine comme étant le grenier à blé. Nous savons que ce pays est un important producteur de céréales, mais il a aussi une industrie à valeur ajoutée dynamique d'abattage et de transformation du bétail. Pouvez-vous nous dire comment cette industrie se porte en cette période difficile?

M. Peter MacDougall: Je ne sais pas si Mme Denham pourra répondre à la question, mais je vais la laisser essayer.

M. Ted Falk: Vous être libre d'y répondre aussi, monsieur MacDougall; la personne la mieux placée pour le faire peut y répondre.

M. Peter MacDougall: Je ne peux pas y répondre.

Merci, monsieur le président.

Mme Tara Denham (directrice générale, Équipe d'action stratégique pour l'Ukraine, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Merci.

Encore une fois, je ne suis pas en mesure d'y répondre en détail. Ce que je peux dire, c'est que dans le cadre de l'aide bilatérale au développement que nous fournissons, nous apportons un soutien à certains des établissements de transformation des produits laitiers et des petits agriculteurs. Je ne peux cependant pas répondre en détail à la question.

M. Ted Falk: Quelles sont les mesures concrètes que vous, au ministère, avez pensé pouvoir prendre pour atténuer la pression causée par la crise alimentaire en Ukraine?

M. Peter MacDougall: Permettez-moi de répondre à cette question sous deux ou trois angles différents.

Tout d'abord, en ce qui concerne notre réponse à l'échelle internationale, nous avons versé plus de 500 millions de dollars en aide humanitaire, dont la grande majorité en aide alimentaire à divers pays, dont plusieurs que vous avez mentionnés. Nous avons également investi plusieurs centaines de millions de dollars — et d'autres investissements sont prévus plus tard dans l'année — dans des systèmes alimentaires partout dans le monde. En Ukraine, plus précisément, nous avons, depuis le début du conflit, fourni 245 millions de dollars pour l'intervention humanitaire en Ukraine. La grande majorité de ces fonds ont été versés à l'Ukraine. Près de 100 millions de dollars sont destinés à de l'aide alimentaire et financière directe. D'autres montants serviront à soutenir les réfugiés ukrainiens dans les pays voisins.

Madame Denham, vous souhaitez peut-être ajouter quelque chose.

• (1740)

Mme Tara Denham: Certainement. Si vous me le permettez, je vais ajouter quelques éléments à la réponse de M. MacDougall.

Nous avons un programme d'aide bilatérale au développement avec l'Ukraine depuis longtemps, et nous avons donc déjà des liens et des fonds pour les organisations locales.

L'une des premières mesures que nous avons prises a été de rendre ce programme le plus souple possible afin que toutes les organisations qui travaillent en Ukraine puissent adapter et modifier leurs activités de projet, être flexibles et répondre aux besoins.

En ce qui concerne certaines des activités concrètes qui ont eu lieu — j'en ai parlé rapidement dans ma réponse précédente —, six coopératives laitières reçoivent actuellement du soutien. Il s'agit d'aider à fournir le fourrage et à collecter et à traiter le lait. C'est financé par le Canada. Nous avons également soutenu la distribution de semences de pommes de terre à plus de 2 600 agriculteurs de l'Ouest de l'Ukraine, afin de les aider à semer et à accéder à de plus petites parcelles de terre. Nous soutenons également une coopérative de transformation laitière. C'est une autre coopérative qui est financée considérablement par le Canada.

M. Ted Falk: Puis-je vous interrompre juste un instant? Je veux dire quelque chose et je pense que mon temps est presque écoulé.

Mes parents, comme ceux de M. Epp, et mes grands-parents viennent tous du Sud de l'Ukraine également. Il se trouve là-bas une organisation du nom de Centre Mennonite dans une ville appelée Molochansk. À l'église la semaine dernière, la directrice générale, qui était alors au Canada, m'a indiqué que la population russe collabore dans une certaine mesure avec des organisations de distribution d'aliments pour offrir de l'aide humanitaire aux habitants de la zone occupée. Cette information cadre avec les propos du ministre Solskyi.

Est-ce également ce que vous comprenez?

Mme Tara Denham: Oui. Il existe une foison d'organisations, et les Ukrainiens aident un certain nombre d'entités en Ukraine et collaborent avec elles. Bien entendu, de nombreux Ukrainiens sont restés en Ukraine pour fournir du soutien. Les régions dont je parlais sont celles où le gouvernement du Canada fournit du financement, mais vous avez absolument raison de dire qu'un grand nombre d'autres entités nationales et organisations de la société civile interviennent. La communauté est très active en Ukraine.

Le président: Je vous remercie, monsieur Falk. Votre intervention a duré exactement six minutes.

Je vous remercie, madame Denham.

Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue à Mme Lianne Rood, qui remplace M. Barlow.

Nous sommes heureux que vous soyez de retour au sein du Comité. Vous en avez fait partie au cours de la 43^e législature; l'agriculture ne vous est donc pas inconnue. Bienvenue.

Nous accordons la parole à M. Turnbull pour six minutes.

M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président.

Je remercie nos témoins d'aujourd'hui. Quelle excellente réunion.

Je veux commencer par une question.

Je sais, monsieur MacDougall, que vous avez commencé votre allocution d'ouverture en dressant une liste de pays touchés. Ce matin, nous avons eu l'occasion d'entendre Beth Bechdol, directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, ou FAO, qui a fourni des renseignements sur les zones où l'insécurité alimentaire est la plus criante.

Je me demande si vous pourriez nous informer sur les pays où l'approvisionnement en aliments est le plus touché par la guerre illégale que la Russie mène en Ukraine.

M. Peter MacDougall: La vulnérabilité varie d'un pays à l'autre, mais des pays comme l'Égypte, le Yémen, le Liban, le Mali, le Soudan du Sud et l'Éthiopie sont certainement ceux qui sont exposés au plus grand risque, que ce soit en raison d'une pénurie d'aliments ou d'engrais et d'une augmentation des prix dans les deux cas. Il y en a d'autres, bien entendu, mais ce sont ces pays qui nous préoccupent le plus parce que, dans bien des cas, ils étaient déjà aux prises avec des difficultés et des conflits sous-jacents ou des problèmes de changements climatiques qui, quand s'y ajoutent les conséquences de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les placent dans une situation très précaire.

• (1745)

M. Ryan Turnbull: Je vous remercie de cette réponse.

Au chapitre de l'intervention cohérente et coordonnée à laquelle vous avez fait référence, je pense, des discussions multilatérales sont-elles en cours pour adopter une approche collaborative afin de contribuer à nourrir ou à approvisionner ces pays?

Le Canada étant une superpuissance agricole à maints égards en raison de sa production élevée, j'aimerais savoir s'il y a une possibilité d'accroître cette production pour aider certains pays dans le besoin.

M. Peter MacDougall: Pour ce qui est de la production canadienne, je proposerais de vous fournir la réponse plus tard ou que vous posiez la question aux fonctionnaires d'Agriculture Canada.

Sachez toutefois que nous utilisons nos fonds d'aide internationale pour aider des pays à améliorer leur propre production en fournissant du financement pour l'agriculture adaptée au climat, les systèmes alimentaires ou la gestion de ces systèmes. Nous pouvons intervenir de bien des manières, que ce soit directement ou par l'entremise des organisations dont j'ai parlé, comme la FAO et le Fonds international de développement agricole, pour aider les pays et les agriculteurs, particulièrement les petits exploitants, à accroître leur production.

M. Ryan Turnbull: Je vous remercie.

Je sais que nous avons également entendu Paul Hagerman, directeur des politiques publiques à la Banque canadienne de grains, qui a indiqué que le Canada est le troisième contributeur en importance de la Convention relative à l'assistance alimentaire internationale, derrière les États-Unis et l'Union européenne. Je pense qu'il a lui aussi proposé, quand il a témoigné devant le Comité, que le Canada augmente son aide en fonction de l'inflation des prix des aliments dans le monde.

Envisage-t-on d'indexer nos contributions au taux d'inflation observé dans ces pays?

M. Peter MacDougall: C'est une excellente question.

Voici comment nous fournissons de l'aide humanitaire. Nous commençons l'année avec un certain montant d'argent, qui s'élève à un peu plus de 600 millions de dollars. Nous en affectons une bonne partie au début de l'année. Quand de nouvelles crises ou de nouveaux besoins émergent, nous pouvons recourir à un certain nombre de mécanismes pour augmenter le financement.

J'ignore si nous réagirions directement à l'inflation ou répondrions directement à un appel parce que les besoins ont augmenté. Comme nous l'avons fait dans le cas de l'Ukraine, au fur et à mesure que de nouveaux appels sont lancés, nous augmentons les sommes disponibles.

M. Ryan Turnbull: Je faisais référence à ce que vous avez dit, je pense, sur le fait que pour chaque point de pourcentage d'augmentation du prix des aliments, environ 10 millions de personnes se retrouvent en situation d'insécurité alimentaire. Il me semble donc que le Canada pourrait moduler son aide en fonction de l'inflation des prix des aliments dans le monde. Ce serait une manière intéressante de procéder.

Je vous remercie de cette réponse.

Monsieur, il me reste une minute? D'accord.

À quoi d'autres Affaires mondiales travaille-t-il afin d'aider le peuple ukrainien? Je vous ai interrogés sur les effets de l'insécurité alimentaire causée par la guerre dans le monde. Nous comprenons également que des personnes en Ukraine souffrent d'insécurité alimentaire. Je pense que la FAO a indiqué ce matin que l'Ukraine fait maintenant partie des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire sur sa carte des zones à risque.

Que pouvons-nous faire de plus, selon vous? Je sais que vous avez déjà énuméré ce que nous avons fait, mais que comptons-nous faire de plus?

M. Peter MacDougall: Pardonnez-moi, je voudrais simplement éclaircir un point. Vous dites en Ukraine?

M. Ryan Turnbull: Oui, pour les gens qui vivent en Ukraine malgré le fait qu'ils sont bombardés et pilonnés quotidiennement.

M. Peter MacDougall: Je vous le dirai volontiers.

Je dirais que compte tenu des sommes que nous avons fournies à l'Ukraine, nous sommes un des principaux donateurs au chapitre de l'aide humanitaire. Comme je l'ai indiqué, nous continuons de fournir près de 10 millions de dollars en aide alimentaire directe et 140 millions de dollars de plus pour soutenir d'autres composantes de l'intervention humanitaire.

Les fonds que le Canada et d'autres pays fournissent ne combleront jamais les besoins, et c'est autant le cas en Ukraine que dans n'importe quelle autre crise qui sévit dans le monde. L'Ukraine est le pays qui a reçu le plus de financement au chapitre de l'aide humanitaire après l'appel des Nations unies, et le Canada joue un rôle de premier plan à cet égard. À mesure que les Nations unies lancent de nouveaux appels, nous évaluerons très soigneusement la situation et proposerons une intervention au gouvernement.

• (1750)

Le président: Je vous remercie, monsieur MacDougall. Merci, monsieur Turnbull.

[Français]

C'est maintenant le tour de M. Perron, qui dispose de six minutes.

M. Yves Perron: Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être avec nous ce soir, malgré la prolongation de la réunion.

J'aborderai d'abord ce que le ministre a soulevé tantôt, à savoir l'importance du corridor sécuritaire pour permettre l'exportation des grains ukrainiens. Je pense que cela doit être le centre de notre intérêt, à tout le moins à court terme, pour essayer de débloquer la situation.

Avez-vous de l'information sur l'état de la situation? Que peut faire le Canada pour aider au déblocage ou à la création de ce corridor? A-t-on un contrôle sur les négociations, ou doit-on simplement attendre que cela débloque?

M. Peter MacDougall: Monsieur le président, je remercie le député de sa question.

[Traduction]

J'expliquerai les deux manières dont nous pouvons faire passer le grain ukrainien.

Tout d'abord, comme le ministre l'a indiqué, il faudrait conclure une sorte d'entente pour rétablir l'accès à la mer Noire. À cet égard, les Nations unies dirigent un processus pour tenter de négocier une entente entre la Russie et l'Ukraine.

L'autre solution, mise en œuvre principalement par l'Union européenne, consisterait à transporter le grain par voie ferroviaire ou par la route jusqu'aux ports de la mer Baltique, c'est-à-dire en Pologne et en Roumanie. Comme le ministre l'a souligné, cette solution est sous-optimale, car on ne pourra jamais transporter ainsi les volumes que l'on envoie par la mer Noire. C'est réellement l'Union européenne qui est responsable de cette initiative, établissant un mécanisme de jumelage qui permettra aux entreprises canadiennes de participer au processus.

Pour ce qui est de dire comment le Canada peut intervenir directement, nous avons reçu des demandes du gouvernement de l'Ukraine — le ministre en a mentionné quelques-unes aujourd'hui — afin de régler les problèmes d'exportation. L'Ukraine nous a demandé de l'aide pour ajouter des entrepôts à grains supplémentaires et fournir de l'équipement de laboratoire pour l'aider à établir des laboratoires dans les territoires reconquis, ce qui contribuera à faire sortir des exportations de l'Ukraine.

Nous collaborons très étroitement avec nos collègues d'Agriculture Canada pour examiner les détails de ces demandes et travaillons avec d'autres pays pour éviter les doublons ou les chevauchements. Nous continuons de travailler en ce sens et espérons en arriver à une résolution très bientôt.

[Français]

M. Yves Perron: Merci.

Vous soulevez la question du stockage, et ma prochaine question porte justement là-dessus.

Jusqu'à quel point peut-on venir en aide rapidement à l'Ukraine pour ce qui est des structures temporaires qui sont demandées par le ministre ukrainien?

[Traduction]

M. Peter MacDougall: Je commencerai à répondre, et peut-être que Mme Denham interviendra également.

[Français]

Je vous remercie de cette question.

[Traduction]

Le ministre a fort bien exposé la situation, expliquant que le temps compte et que si l'Ukraine ne dispose pas d'entrepôts supplémentaires au plus tard en septembre ou en octobre, les grains risquent de pourrir.

Je sais que de nombreux pays membres du G7 cherchent également à accroître le soutien et à fournir des espaces d'entreposage, et plusieurs partenaires souhaitent intervenir. La FAO, dont il a été question plus tôt aujourd'hui, pourrait apporter de l'aide à cet égard.

Je demanderai à Mme Denham si elle a quelque chose à ajouter.

Mme Tara Denham: Je vous remercie de cette question.

Comme M. MacDougall l'a fait remarquer, nous avons reçu une demande concernant l'entreposage de grains. Nous collaborons étroitement avec Agriculture Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments et d'autres acteurs pour en examiner les détails. Nous sommes parfaitement conscients que le temps compte. Nous étudions donc un certain nombre de solutions et sondons les organisations avec lesquelles nous avons déjà collaboré et qui ont fourni ce genre d'équipement afin d'agir rapidement si nous le pouvons. Voilà ce que nous faisons actuellement.

[Français]

M. Yves Perron: J'ai une dernière question à vous poser.

On a évoqué le fait que la pénurie mondiale de grains ferait partie de la stratégie russe pour appliquer de la pression à moyen et à long terme, faire des gains et obtenir des concessions territoriales importantes. Que savez-vous de cela?

Quelle information avons-nous, ici, au sujet du phénomène des grains volés qui a été évoqué plus tôt? Les Russes tentent de créer

un commerce parallèle de ces grains, directement ou en le mélangeant avec du grain russe.

A-t-on des données là-dessus? Pourra-t-on punir ultérieurement les gens qui auront profité de ce commerce? Est-il réaliste de penser que des pays africains dans le besoin refuseraient d'acheter ces grains? C'est une question très complexe.

• (1755)

[Traduction]

M. Peter MacDougall: Je vous remercie de cette question.

Dans le premier cas, étant donné que les Russes bloquent les ports ukrainiens et imposent des restrictions sur leurs propres produits agricoles, je pense qu'il est juste de dire qu'ils essaient d'utiliser les aliments comme armes de guerre. En ce qui concerne les grains volés, nous avons probablement vu les mêmes preuves que vous montrant, comme le ministre l'a indiqué, que ces grains ont été volés et auraient refait surface en Syrie et dans d'autres pays.

Selon le pays qui reçoit les grains — et la Syrie pourrait être un bon exemple —, le Canada ou même d'autres pays auraient bien peu d'influence sur la volonté d'accepter les grains volés.

Vous avez souligné un point très important: le fait que la Russie utilise les grains pour diviser. L'exemple donné par le ministre de la visite du président du Sénégal en Russie montre que de nombreux pays africains sont vulnérables.

[Français]

Le président: Je suis désolé, monsieur MacDougall. C'est tout le temps qu'avait M. Perron.

Monsieur MacGregor, vous avez la parole pour six minutes.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Monsieur MacDougall, nous avons entendu non seulement Mme Klymenko, la députée, mais aussi le ministre de l'Agriculture nous dire que l'Ukraine a avant tout besoin d'armes de guerre pour mettre fin au conflit. Par la suite, c'est d'entrepôts à grains dont elle a immédiatement besoin, car ses installations sont pleines.

Je ne peux qu'imaginer les défis logistiques. D'une part, nous devons tenter de faciliter l'exportation des grains de l'Ukraine, et de l'autre, nous essayons de trouver des moyens de lui faire parvenir l'équipement militaire dont elle a tant besoin, ainsi que du matériel agricole important.

Comment le Canada compose-t-il avec ce qui doit être, j'imagine, un cauchemar logistique?

M. Peter MacDougall: N'étant pas familier avec les exportations agricoles de l'Ukraine, je demanderai à Mme Denham si elle a quelque chose à ajouter.

Mme Tara Denham: Merci.

Si j'ai bien compris, votre question porte à la fois sur l'agriculture et l'équipement militaire, et sur les moyens par lesquels nous réussissons à faire entrer les biens en dépit des défis logistiques. Pour faire entrer l'équipement militaire, nous travaillons en coordination avec nos alliés de l'OTAN. Vous avez sûrement vu dans les nouvelles que la Russie prend pour cibles les voies ferrées, dans le but précis d'entraver les livraisons d'aide militaire, ainsi que d'équipement agricole ou autre. Le G7 et l'OTAN demandent aux pays de ne pas divulguer l'horaire des livraisons en Ukraine afin d'augmenter la probabilité que les biens se rendent à destination, mais c'est un défi logistique de taille qui requiert un travail de coordination non seulement avec l'Ukraine et les forces armées ukrainiennes, mais aussi avec les alliés.

M. Alistair MacGregor: Merci.

Ce matin, notre groupe de parlementaires a eu l'occasion de s'entretenir avec la directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO. Elle a mentionné que la FAO pouvait en faire beaucoup pour aider l'Ukraine à préserver la qualité de ses exportations, notamment au chapitre des examens phytosanitaires. Je sais que les normes de l'ACIA sont reconnues à l'échelle internationale. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce que fait le Canada pour soutenir les efforts de la FAO visant à aider l'Ukraine à maintenir non seulement la quantité, mais aussi la qualité de ses exportations?

• (1800)

Mme Tara Denham: Je vous remercie pour la question.

Je peux commencer, si vous le voulez bien, monsieur MacDougall.

Comme je l'ai déjà dit, nous examinons différents moyens de répondre à la demande de l'Ukraine. Ces moyens comprennent l'offre de matériel de laboratoire et d'entrepôts à grains, et ils s'ajoutent aux autres mesures que nous prenons pour soutenir les agriculteurs de la région. La FAO compte parmi les organisations avec lesquelles nous travaillons très étroitement, et nous voulons continuer à collaborer avec elle exactement pour les raisons que vous venez de donner: elle sait comment travailler dans la région, elle connaît les exigences et elle comprend les critères de laboratoire. C'est un des groupes avec lesquels nous continuerons de travailler.

M. Alistair MacGregor: Merci.

Monsieur MacDougall, ma dernière question s'adresse à vous. Un de mes collègues — M. Turnbull, je crois — a parlé de l'effet domino du conflit sur les régions touchées par l'insécurité alimentaire, particulièrement en Afrique, et il a mentionné qu'une des meilleures façons pour le Canada d'aider ces régions, c'est en leur transmettant son savoir-faire. Vous avez fait mention de l'agriculture adaptée au climat. D'après moi, en renforçant la résilience des pays sur ce plan, on les aidera à affronter les perturbations futures. Nous savons que les répercussions des changements climatiques seront beaucoup plus graves dans ces régions que les effets que nous connaissons au Canada étant donné notre latitude nordique. Pouvez-vous nous en dire plus sur l'agriculture adaptée au climat et sur les mesures précises que prend le Canada pour aider d'autres pays à développer ce secteur?

M. Peter MacDougall: Certainement. Merci beaucoup.

En fait, il s'agit d'une partie importante de notre portefeuille d'investissements. Nous investissons principalement en Afrique, mais aussi ailleurs dans le monde. Nos efforts sont axés sur l'intensification de l'agriculture au moyen de l'amélioration de la gestion des

engrais et de la santé et de la fertilité des sols, ainsi que de la diversification de la production. Je vais vous donner deux exemples d'investissements que nous avons faits récemment — en fait, depuis le début de la guerre en Ukraine. Nous avons versé 100 millions de dollars à la Banque africaine de développement pour soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises agricoles d'Afrique en mettant l'accent sur l'agriculture adaptée au climat. Nous avons également versé 25 millions de dollars au Fonds international de développement agricole, qui fait beaucoup de travail centré sur l'agriculture adaptée au climat avec les petits exploitants de collectivités rurales. Nos investissements pour l'avenir sont axés en grande partie sur les pratiques agricoles adaptées au climat.

Le président: Nous allons devoir nous arrêter là.

Merci, monsieur MacDougall, monsieur MacGregor.

Monsieur Epp, vous disposez de cinq minutes. La parole est à vous.

M. Dave Epp: Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins d'avoir prolongé leur journée pour se joindre à nous.

J'ai manqué la séance d'information de la FAO ce matin parce que j'étais à Winnipeg hier soir pour célébrer la retraite de M. Jim Cornelius, qui a travaillé pendant 24 ans à la Banque canadienne de grains. Je peux maintenant dire que je me suis trouvé des deux côtés du partenariat entre le gouvernement du Canada et la Banque canadienne de grains. Je connais bien ce partenariat de financement, qui remonte à 1983, ainsi que la relation entre le gouvernement et la Banque canadienne de grains et d'autres organismes.

Pouvez-vous contextualiser certains chiffres? Il a été mentionné plus tôt que le Canada est le troisième contributeur en importance de la Convention relative à l'assistance alimentaire internationale, derrière les États-Unis et l'Union européenne. Vous avez parlé d'un financement de base de 100 millions de dollars, si j'ai bien compris, et vous avez dit que 140 millions de dollars avaient été versés à l'Ukraine, sur un total de 600 millions de dollars. Ou alors, est-ce que les 600 millions de dollars sont les fonds de base destinés à l'aide humanitaire, et les autres montants s'y ajoutent?

Le président: Allez-y, monsieur MacDougall.

M. Peter MacDougall: Normalement, comme je l'ai déjà dit, nous commençons l'année avec environ 609 millions de dollars ou 610 millions de dollars, puis soit le gouvernement fournit des fonds supplémentaires, soit nous accédons à ce qu'on appelle le compte de crises. À ce jour, nous avons dépensé environ 514 millions de dollars, y compris 245 millions de dollars pour la réponse à la situation en Ukraine. La grande majorité de ces fonds ont été versés à l'Ukraine, incluant 93 millions de dollars en aide alimentaire directe, mais nous avons aussi versé des fonds à des pays voisins, notamment la Moldavie, qui n'est pas membre de l'Union européenne.

Par ailleurs, nous faisons beaucoup de travail avec les organismes de la région. Ce sujet a été abordé plus tôt, et je tiens à souligner que nous contribuons à ce qu'on appelle un fonds central d'intervention d'urgence, qui travaille directement avec plus de 110 organismes ukrainiens et de la société civile pour fournir de l'aide humanitaire.

• (1805)

M. Dave Epp: Merci.

Je sais qu'au début du conflit, le gouvernement s'est engagé à verser une somme égale aux dons faits par la population à la Croix-Rouge. Planifiez-vous relancer ce programme de contrepartie pour susciter à nouveau l'intérêt de la population?

M. Peter MacDougall: Merci.

Ce programme de contrepartie a connu énormément de succès, probablement plus que tous les autres programmes de contrepartie que nous avons mis en place dans le passé. Nous avons versé 30 millions de dollars, et la contribution de la Croix-Rouge était encore plus importante. Je pense que le total s'est élevé à 150 millions de dollars.

En ce moment, nous ne planifions pas lancer un autre programme.

M. Dave Epp: Merci.

Deux enjeux sont attribuables à la crise: la disponibilité des aliments dans les régions du monde approvisionnées par l'Ukraine et la Russie, et l'effet prix. Je ne veux pas les comparer, mais pouvez-vous nous parler de l'intensité? Ce que je crains — et je ne suis pas le seul —, c'est que lorsque l'apport calorique quotidien d'une population tombe sous le seuil d'une moyenne de 1 800 calories par personne, cela entraîne de l'instabilité, qui mène à son tour à de l'instabilité civile et à tous les autres problèmes que vous avez mentionnés. Cette menace est-elle encore plus grande que celle posée par l'incapacité de distribuer des aliments auprès de certaines populations?

M. Peter MacDougall: Merci. C'est une excellente question.

Il existe un système de classification en cinq phases, la phase cinq représentant des conditions proches de la famine. Le nombre de personnes touchées par la faim extrême frisant la famine — les phases quatre et cinq — est passé de 44 millions à 49 millions en quelques mois seulement, principalement en raison de l'aggravation de la crise de la sécurité alimentaire. Le risque est réel; c'est indubitable. C'est difficile de prédire si cette situation entraînera des migrations massives, par exemple, mais je pense qu'il est fort probable qu'elle poussera des populations à se révolter contre leur gouvernement et qu'elle provoquera des conflits civils, comme on le voit déjà.

M. Dave Epp: Plus précisément, pour revenir à l'Ukraine, le ministre a parlé du problème de la Russie qui s'approprie des grains, puis qui les vend. Le gouvernement canadien envisage-t-il de prendre des mesures en réponse à cette situation? Pourrions-nous imposer des sanctions dans les cas où ces allégations seraient prouvées? Je sais qu'il y a des allégations portant sur la Syrie, où nous avons peu d'influence, mais il y en a également par rapport à la Turquie, qui est aussi membre de l'OTAN. Examinons-nous des options ou considérons-nous la possibilité d'adopter une politique ou d'autres mesures dissuasives pour résoudre ce problème?

M. Peter MacDougall: Je n'ai pas entendu d'allégations portant sur la Turquie. Mme Denham en sait peut-être plus que moi à ce sujet, mais je peux vous dire que nous avons pris des sanctions, par exemple, contre les navires russes. Ces sanctions ont un effet dissuasif partiel, mais pas total.

M. Dave Epp: Je vous remercie. Je pense que mon temps de parole est écoulé.

Le président: Allez-y rapidement, madame Denham. Vous disposez de 15 à 20 secondes.

Mme Tara Denham: Je voudrais juste ajouter que nous menons des activités diplomatiques générales visant à sensibiliser d'autres pays. Comme M. MacDougall l'a dit, nous n'avons pas la même influence dans tous les pays. Néanmoins, nous dialoguons avec différents pays pour les mettre au courant de la situation, pour leur faire comprendre la réalité et pour les encourager à ne pas acheter ces grains.

Le président: Merci beaucoup à vous deux.

Madame Valdez, la parole est à vous pour cinq minutes.

Mme Rechie Valdez (Mississauga—Streetsville, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être ici aujourd'hui pour nous parler de ce dossier important. Étant née en Afrique, je tiens à vous remercier pour tout le travail que vous faites afin de venir en aide aux gens de mon continent d'origine, ainsi qu'à la population de l'Ukraine.

Ma question s'adresse à M. MacDougall. Le ministre ukrainien nous a dit aujourd'hui que les agriculteurs faisaient face à plusieurs défis. Entre autres, ils sont obligés de se plier aux lois russes et de s'inscrire à titre d'entreprises russes. Quelles mesures, le cas échéant, sont-elles prises pour s'attaquer à ces défis?

M. Peter MacDougall: Je pense que la communauté mondiale a pris toute la gamme de mesures possibles pour répondre à l'agression de la Russie: de l'aide militaire, du soutien financier et des sanctions. Ce serait très difficile de s'attaquer aux défis particuliers que vous venez de mentionner, aussi répugnants soient-ils.

C'est ma réponse générale. Mme Denham a peut-être une réponse plus précise à vous donner.

• (1810)

Mme Tara Denham: J'ajouterais simplement, comme vous le savez sans doute, que nous sommes retournés à Kiev pour établir des relations diplomatiques de haut niveau avec l'Ukraine. Notre chef de mission à Kiev est en relation avec le gouvernement de l'Ukraine. Comme M. MacDougall l'a dit, il y a des situations particulières et les territoires occupés posent de nombreux défis, mais nous faisons tout notre possible pour collaborer avec les Ukrainiens afin de comprendre la situation et de déterminer quelles mesures le Canada peut prendre en matière d'assistance, de coordination et d'alignement.

Mme Rechie Valdez: Merci. En ma qualité de propriétaire d'entreprise, je suis bien placée pour affirmer que cette assistance sera très utile sur le terrain.

Vous avez mentionné l'augmentation importante de l'insécurité alimentaire. Quelle est la réponse mondiale à cette augmentation causée par l'invasion de l'Ukraine?

M. Peter MacDougall: De nombreux pays ont redoublé d'efforts. J'ai déjà décrit la réponse du Canada. Pour leur part, les États-Unis ont augmenté considérablement leurs investissements: ils se sont engagés à verser 11 milliards de dollars sur 5 ans pour soutenir le réseau alimentaire, la sécurité alimentaire et la nutrition partout dans le monde. De son côté, le Royaume-Uni a fait de nouveaux investissements de 10 millions de dollars, et les Pays-Bas et l'Italie aussi.

En plus d'avoir affecté près de 1 million d'euros à l'approvisionnement local en produits alimentaires, l'Allemagne, qui organise le Sommet du G7, a mobilisé les intervenants en vue de créer une alliance mondiale pour la sécurité alimentaire, à laquelle participent nos ministres.

Quant à la France, elle pilote une mission pour la résilience du secteur agricole, qui a pour but d'assurer la cohérence et la coordination des politiques, ainsi que de coordonner les investissements dans le soutien alimentaire.

En outre, il y a toute la gamme d'acteurs de l'ONU, y compris le Programme alimentaire mondial et la FAO, dont on a déjà parlé, ainsi que le Fonds international de développement agricole et nombre d'autres institutions de l'ONU, en plus du système d'institutions financières internationales.

Comme vous le savez, en plus de fournir activement du soutien supplémentaire à l'Ukraine, le Canada a investi dans la Banque mondiale et dans des banques de développement régionales. Ces banques, en particulier la Banque africaine de développement, ont redoublé d'efforts pour répondre à la crise alimentaire: elles ont accordé des prêts et des subventions à des pays se trouvant dans des situations critiques.

Mme Rechie Valdez: Je vous remercie pour tous ces détails.

Quelle incidence les sanctions imposées à la Russie ont-elles sur nos exportations, que ce soit de pétrole, de caoutchouc, de blé ou de n'importe quel autre produit de l'agriculture?

M. Peter MacDougall: Je vous demande pardon, mais je ne comprends pas votre question. Parlez-vous des exportations canadiennes?

Mme Rechie Valdez: Oui. Quelle incidence ont-elles sur nous?

M. Peter MacDougall: Je suis désolé, mais je ne comprends pas. Pouvez-vous essayer une autre fois?

Mme Rechie Valdez: Étant donné que le Canada exporte divers produits, les sanctions imposées à la Russie ont-elles des répercussions ici?

M. Peter MacDougall: Je vais tenter de vous donner une réponse, mais je pense que la question pourrait être posée aux gens du ministère de l'Agriculture.

Prenons l'exemple des sanctions contre la potasse du Bélarus. Bien entendu, le Canada est un grand producteur de potasse. D'après ce que j'ai compris, le Canada a augmenté sa production et il ouvrira une nouvelle mine de potasse en réponse aux sanctions. Dans tous les secteurs où elle le peut, l'industrie canadienne fera tout son possible pour combler les besoins du marché.

Le président: Nous allons devoir nous arrêter là. Merci, monsieur MacDougall.

Merci, madame Valdez.

[Français]

Nous allons maintenant passer à M. Perron pour deux minutes et demie.

M. Yves Perron: Merci, monsieur le président.

Nous parlons beaucoup de l'insécurité alimentaire mondiale. Bien sûr, la situation en Ukraine est très préoccupante, mais la crise alimentaire qui s'annonce au mois d'août est aussi extrêmement préoccupante. Cela m'inquiète beaucoup.

Avons-nous une prise de position, une stratégie ou un plan d'action multilatéral à cet égard pour combler les besoins en matière alimentaire ou pour venir en aide aux pays africains qui pourraient vivre une famine?

Pouvez-vous nous parler de cet aspect, s'il vous plaît?

• (1815)

[Traduction]

M. Peter MacDougall: Je vous remercie pour la question.

Je dirais qu'il y a déjà une crise alimentaire et qu'elle pourrait s'amplifier avec le temps, surtout s'il n'y a pas de changement par rapport non seulement aux exportations ukrainiennes, mais aussi aux exportations russes, qui sont restreintes.

Quelle est la stratégie du Canada et, je crois, de nombre d'autres donateurs? La stratégie est toujours de fournir du soutien et de faire des investissements pour répondre aux besoins humanitaires. Le Canada continuera à prendre de telles mesures.

Je m'attends à ce qu'à l'occasion du Sommet du G7, les pays annoncent de nouveaux engagements et de nouveaux investissements pour répondre à la fois à la situation en Ukraine et à la crise mondiale de la sécurité alimentaire en découlant. Je pense qu'il y aura de nouveaux investissements. De plus, la communauté internationale, pilotée par l'ONU, mobilise les pays et les institutions financières internationales en vue de dresser un plan d'action commun. D'après moi, dans quelques semaines, le G7 prendra des mesures concrètes à cet égard.

[Français]

M. Yves Perron: Merci beaucoup.

Cette aide pourrait-elle aussi être orientée dans les investissements permanents pour créer une autonomie alimentaire dans ces régions, plutôt que pour apporter une aide ponctuelle où on donne de la nourriture? Une portion importante de cette aide pourrait servir à construire des structures permanentes, des structures d'irrigation.

[Traduction]

M. Peter MacDougall: Merci beaucoup.

Je suis tout à fait d'accord avec vous, et c'est pourquoi notre réponse, tant avant la crise en Ukraine que depuis, a été d'équilibrer nos investissements. Comme je l'ai décrit, nous avons fait d'importants investissements dans l'aide humanitaire directe pour répondre aux besoins immédiats, mais nous continuons aussi à faire des investissements systémiques, que ce soit dans l'agriculture adaptée au climat, l'élaboration de systèmes alimentaires ou la modification de l'environnement politique et réglementaire des pays pour réduire les obstacles sur le marché. C'est l'équilibre que suit le Canada. C'est également l'équilibre que suivent la plupart des principaux donateurs dans le secteur de l'agriculture.

Le président: Merci, monsieur MacDougall.

Merci, monsieur Perron.

M. MacGregor a cédé ses deux minutes et demie. Étant votre président, je n'ai pas eu l'occasion de poser quelques questions, alors si vous me permettez de prendre deux ou trois minutes, je le ferai.

Merci, monsieur MacDougall et madame Denham.

La ministre et Mme Klymenko nous ont parlé du ciblage explicite de la station de recherche sur la sélection des végétaux à Kharkiv. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, nous ont dit ce matin que des travaux sont en cours pour tenter de sauver, je dirais, ces 160 000 variétés différentes et types de sélection végétale.

Je ne peux que supposer qu'il est extrêmement important de reconstituer ce stock. Nous savons à quel point la recherche a été importante au Canada pour mettre au point des variétés résistantes aux intempéries et même du canola et différentes variétés de ce genre. Êtes-vous au courant de cela et y a-t-il quelque chose que le Canada puisse faire pour participer à la reconstitution de ce système? Est-ce une situation dont AMC est au courant et qu'il examine?

Mme Tara Denham: Encore une fois, je suis très intéressée d'entendre parler de ce sujet. Cela ne fait pas partie de la demande précise que l'Ukraine a adressée au Canada. Ces demandes ont été adressées à la ministre de l'Agriculture, bien entendu, puis à Affaires mondiales. Cette situation précise n'a pas été portée à notre attention à ce stade-ci.

Le président: En ce qui concerne ces demandes, la ministre a parlé de plants d'arbres, de mesures phytosanitaires et de différents types d'équipement qui peuvent être utiles à cet égard. Où en sommes-nous à ce chapitre? Depuis combien de temps cette demande a-t-elle été formulée?

Mme Tara Denham: Pour la situation que vous venez de décrire, nous n'avons pas reçu de demande.

En ce qui concerne la demande que nous avons reçue par l'entremise de la ministre de l'Agriculture pour une partie de l'équipement de laboratoire, je pense que cette lettre a été reçue il y a environ deux semaines. Encore une fois, elle aurait été reçue directement par la ministre de l'Agriculture, mais nous avons travaillé avec le ministère et l'ACIA pour déterminer ce que nous pouvons faire, à quoi ressemblerait cette démarche et comment nous pouvons répondre à la demande.

• (1820)

Le président: Merci beaucoup.

J'ai deux autres questions rapides.

Monsieur MacDougall, vous avez mentionné de nombreuses initiatives différentes qui sont actuellement menées par les partenaires du G7 dans d'autres pays du monde. Qui aide à coordonner ces initiatives en ce qui concerne la sécurité alimentaire mondiale? Je sais que la FAO dispose d'une certaine capacité de réunir des personnes, mais y a-t-il un envoyé spécial?

Y a-t-il quelqu'un qui essaie de regrouper toutes les différentes initiatives pour aider à les coordonner et à les rationaliser? S'il n'y a personne, est-ce que le Canada, avec sa vaste expertise dans le domaine de l'agriculture, pourrait désigner une personne qui agirait à titre d'envoyé spécial pour aider à coordonner les multiples efforts qui sont déployés?

M. Peter MacDougall: Merci de ces remarques.

Je dirais qu'il y a un certain nombre de mécanismes et d'outils qui permettent aux pays de se réunir pour discuter de la question.

L'un d'entre eux est un héritage de la crise de 2008-2009, qui a été lancé par le G20, appelé le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, ou GAFSP, qui est un mécanisme d'assistance mondiale. Ce mécanisme est actif.

Les Américains, le secrétaire d'État Blinken, et les pays convoqués... et la ministre Joly ont participé à l'ONU il y a quelques semaines. Les Nations Unies jouent un rôle de coordination. Un certain nombre de pays ont désigné des envoyés spéciaux.

Je dirais que la coordination globale est encore émergente, mais le G7 joue actuellement un rôle essentiel pour rassembler les donateurs — les pays du G7 et d'autres.

Le président: J'ai une dernière question.

La perspective d'essayer de négocier une sorte de corridor commercial à partir d'Odessa et de la mer Noire a été mentionnée. Le ministre Solskyi a certainement parlé du fait que les Nations unies dirigent cet effort. Cela semblait dépasser légèrement la portée de la participation directe de l'Ukraine.

Quel est le rôle du Canada dans ces conversations? Est-ce par l'intermédiaire de l'ambassadeur Rae et de la délégation que nous aurions aux Nations Unies, ou est-ce une démarche à laquelle nous participons explicitement en essayant d'aider à trouver un moyen d'acheminer les céréales jusqu'au marché?

M. Peter MacDougall: Merci.

Comme vous pouvez l'imaginer, c'est une négociation très délicate à laquelle les Nations Unies, les Turcs et, à un moment donné, la Russie et l'Ukraine devront se livrer, si ce n'est déjà fait. Nous suivons la situation de très près, principalement par l'entremise d'un groupe de travail du G7 dont je fais partie, mais notre ambassadeur en Ukraine suivra également la situation de très près, tout comme l'ambassadeur Rae. En fait, nous avons eu des discussions à ce sujet lorsque la ministre Joly était à New York il y a quelques semaines.

C'est la négociation qui offre vraiment les plus grandes promesses pour ce qui est des volumes, mais c'est la plus difficile sur le plan politique. Il existe également des risques de sécurité très évidents.

Le président: Chers collègues, merci beaucoup de m'avoir permis de poser quelques questions.

Monsieur MacDougall et madame Denham, merci de votre participation. Nous avons un peu dépassé le temps, mais vos témoignages ont été très utiles dans le cadre des travaux que nous menons.

Et merci car le travail que vous faites est extrêmement important. Il se rattache à tout ce dont nous avons discuté au cours des deux dernières heures.

Sur ce, chers collègues, nous laisserons à tous l'occasion de profiter de leur soirée.

Nous vous reverrons lundi.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>